
surprenant que l'on ne reconnaisse généralement pas l'aspect éminemment politique de la question. C'est non seulement une question d'évolution économique ou de mécanismes, mais en fait une question de pouvoir et de partage global du pouvoir.

Je ne veux pas évoquer ici le pouvoir dans son sens historique et symbolique classique, à savoir le pouvoir fondé sur les armées et les marines, sur les conquêtes et les dépouilles de la guerre. Certes, je sais que dans un certain sens, notre système international actuel est le fruit d'une ère de conquêtes et de spoliations coloniales. C'est un argument que l'on ne cesse d'entendre. Je propose que nous cessions d'y recourir. Il s'agit — et c'est là l'essentiel — de déterminer si le système économique international fonctionne réellement à l'avantage de tous. Certains signes indiquent clairement que tel n'est pas le cas.

S'il alimente la pauvreté au point qu'un milliard de personnes connaissent une existence marginale, il ne sert pas l'humanité. Si des dizaines d'économies, depuis peu dynamiques et florissantes, ont vu leurs perspectives anémiées par des problèmes financiers qui ne cessent de se multiplier, il ne sert pas l'humanité. Et si les économies industrialisées sont elles-mêmes la proie de l'incertitude et de la confusion, il ne sert pas l'humanité.

On remarque une baisse de confiance dans le processus économique international. Il se dégage un sentiment général que les institutions internationales n'oeuvrent pas aux mêmes fins pour obtenir les mêmes avantages.

Voilà, Mesdames et Messieurs, des problèmes fondamentalement politiques. Et ces problèmes doivent trouver des solutions au niveau politique. Parce que c'est à ce niveau que les choix sont faits. En fait, ce sont des choix de cette nature que nous prenons quotidiennement comme gouvernement.

Permettez-moi de préciser dès le départ qu'il y a un monde de différences entre l'expérience d'un politicien qui tient les rênes d'une série d'intérêts divergents et concurrentiels et celle d'une personne qui épouse et représente une cause fondamentalement juste. J'ai connu les deux expériences et, en toute honnêteté, je m'efforce, tout comme mes collègues, de n'en délaissier aucune. Rendons grâce à ceux et celles qui défendent les justes causes. Sans eux, elles resteraient lettre morte.

Mais les deux expériences se situent à des niveaux différents. Je ne dirai pas lequel est le plus élevé. Je sais ce qu'on dit que le public pense des politiciens. Mais je sais aussi quel niveau présente le plus de difficultés. C'est nécessairement celui où les choix sont les plus difficiles.

Choix confus

Au plan politique national, du moins dans les démocraties industrialisées, les choix Nord-Sud ne sont pas clairs. En termes très simples, ces choix semblent se faire entre "nous" et "les autres", entre les coûts à payer maintenant et les avantages possibles à retirer plus tard. Mais dans une perspective plus vaste, il ressort que les choix sont beaucoup plus complexes et englobent un dosage de coûts et d'avantages. Il nous faut mieux comprendre au plan international les orientations que devraient prendre les divers gouvernements.